27 septembre 2020 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SITUATION AU LIBAN

Bonjour Mesdames et Messieurs,

Pardon de vous avoir fait attendre, j'étais en train de terminer de m'entretenir sur un tout autre sujet avec le Premier ministre PACHINIAN, on y reviendra peut-être si vous le souhaitez.

Je tenais à m'exprimer ce soir après la décision officialisée hier du Premier Ministre désigné de renoncer à former un gouvernement. En effet, le 4 août dernier, l'explosion du port de Beyrouth a fait basculer le Liban dans un chaos sans précédent depuis la fin de la guerre civile. Je dois le dire, seule l'extraordinaire force du peuple libanais a permis au pays exsangue, épuisé, en colère, de préserver depuis ce qui pouvait encore l'être. La France a été là, à ses côtés, dès les premières heures, avec fraternité et bienveillance. Elle le sera toujours.

Cette force et cette amitié indéfectible ont été prises en otage par une classe politique soumise au jeu mortifère de la corruption et de la terreur. Les responsabilités sont claires et établies. Elles doivent être nommées et nous devons en tirer toutes les conséquences. Le 1er septembre, à la Résidence des Pins, l'ensemble des forces politiques libanaises avait pris l'engagement de former, dans les 15 jours qui venaient, un gouvernement de mission capable de mettre en œuvre une feuille de route précise de réformes, dont le contenu agréé par la communauté internationale demeure entièrement valable et nécessaire, avec un agenda à un mois et à trois mois. Ce qui s'est passé durant ces dernières heures, ces derniers jours, est au fond une clarification. Les forces politiques libanaises, leurs dirigeants, les dirigeants des institutions libanaises, n'ont pas souhaité clairement, résolument, explicitement, respecter l'engagement pris devant la France et la communauté internationale. Ils ont décidé, et je suis contraint d'en faire le constat cruel pour nous tous, un mois plus tard, de trahir cet engagement pris. Je constate que les autorités et les forces politiques libanaises ont fait le choix de privilégier leurs intérêts partisans et individuels au détriment de l'intérêt général du pays. Je constate qu'ils ont fait ainsi le choix de livrer le Liban au jeu des puissances étrangères, de le condamner au chaos au lieu de lui permettre de bénéficier de l'aide internationale dont le peuple libanais a besoin. C'est un mois qui vient d'être perdu, un mois pour mener les réformes dont le pays a besoin, un mois durant lequel l'aide internationale n'a pas pu être touchée, et ceci au risque aussi d'une déstabilisation régionale et de la disparition du trésor que représente le Liban pour la région et pour le monde.

Dans ce contexte, je salue le sens de l'intérêt général des forces armées libanaises qui ont continué à veiller à la stabilité du pays. Un premier ministre, je le disais, a été désigné, un homme respectable et sincère qui a fait ce qu'il pouvait dans des conditions difficiles. Les responsables politiques libanais ont rendu impossible par leurs sombres manœuvres la formation d'un gouvernement de mission capable de mener à bien les réformes. Certains ont d'abord préféré consolider l'unité de leur camp plutôt que celle des Libanais dans leur ensemble, en négociant entre eux pour mieux piéger les autres, en réintroduisant un critère confessionnel qui n'était pas agréé par tous pour la désignation des ministres, comme si la compétence était liée à la confession. Les autres ont cru pouvoir imposer les choix de leur parti et du Hezbollah dans la formation du gouvernement, en totale contradiction avec les nécessités du Liban et avec les engagements explicitement pris le 1er septembre auprès de moi. Ils n'ont souhaité faire aucune concession jusqu'au bout. Le Hezbollah ne peut en même temps être une armée en guerre contre Israël, une milice déchaînée contre les civils en Syrie, et un parti respectable au Liban. Il ne doit pas se croire plus fort qu'il ne l'est, et c'est à lui de démontrer qu'il respecte les Libanais dans leur ensemble. Il a, ces derniers jours, clairement montré le contraire. Je ne peux que regretter que les plus hautes autorités du Liban se contentent de constater l'échec en ces temps de responsabilité historique. En somme, personne n'a été à la hauteur des engagements pris le 1er septembre dernier. Tous ont fait le pari du pire dans le seul but de se sauver eux-mêmes, de sauver les intérêts de leur famille, de leur clan. Ils n'y

parviendront pas.

À tous, je dis aujourd'hui qu'aucun d'entre eux ne peut gagner contre les autres. Je décide donc de prendre acte de cette trahison collective et du refus des responsables libanais de s'engager de bonne foi dans le contrat que la France leur a proposé le 1er septembre dernier. Ils en portent l'entière responsabilité. Elle sera lourde et ils devront en répondre devant le peuple libanais. À ce peuple ami et frère, je redis aujourd'hui que la France ne l'abandonnera pas. D'abord parce que la feuille de route du 1er septembre demeure. Elle est la seule option viable. Elle est la seule initiative prise sur le plan national, régional et international. Elle demeure donc. Elle n'est pas retirée de la table. La constitution d'un gouvernement de mission dans les meilleurs délais - mais il appartient maintenant aux responsables libanais de saisir cette dernière chance, eux-mêmes, peut-être enfin. Mais au sein de cette feuille de route, les réformes et les actions sont indispensables pour le peuple libanais. C'est une nécessité en soi. C'est aussi la condition sine qua non, et je la réitère ici, pour que le Liban puisse bénéficier de l'aide internationale dont il a besoin pour la reconstruction et pour son avenir.

Deuxièmement, d'ici la fin du mois d'octobre, comme je m'y suis engagé le 1er septembre, nous organiserons, avec les Nations unies et l'ensemble de nos partenaires internationaux, une nouvelle conférence en suivi de celle du 9 août pour mobiliser et amplifier l'aide internationale à Beyrouth et au peuple libanais. Nous répondrons aux besoins de santé, d'éducation, de logement, d'alimentation, au bénéfice direct de la population par le seul truchement des organisations non gouvernementales de terrain et des agences des Nations unies. Cet engagement, c'est celui que nous devons au peuple libanais, il est inconditionnel. C'est ce à quoi je me suis engagé auprès des Nations Unies et de toutes les ONG qui étaient présentes le 1er septembre pour ce qui est appelé par les Nations Unies la « phase de relèvement précoce ». Nous veillerons une fois encore, au-delà de cette mobilisation, à la transparence et au suivi des aides ainsi apportées, comme nous sommes en train de continuer à le faire avec les Nations Unies pour la première phase.

Troisièmement, je réunirai d'ici 20 jours l'ensemble des membres du Groupe international de soutien au Liban pour consolider l'unité de la communauté internationale sur les prochaines étapes. La première sera d'exiger que les résultats de l'enquête sur les causes de l'explosion du 4 août soient enfin établis et rendus public et que les responsables soient désignés. Au-delà des résultats de l'enquête, c'est évidemment les avancées sur la feuille de route du 1er septembre qui seront constatées et la réitération de nos engagements et de nos conditions collectives pour pouvoir aider le Liban.

Nous entrons maintenant dans une nouvelle phase où les risques sont bien plus élevés pour le Liban comme pour la région. Aux autorités libanaises maintenant d'en décider et d'en répondre. Nous avons vu tous les jeux se faire. Les institutions ne peuvent être les spectateurs passifs de ce qui se passe aujourd'hui. Quant à nous, nous en tirerons toutes les conséquences à chaque étape et donc en temps voulu. La France restera engagée aux côtés de ses amis libanais, du peuple libanais. J'adresse ce soir mon indéfectible soutien et ma profonde amitié à toutes les Libanaises et tous les Libanais. Nous pensons à vous sans cesse, nous sommes là pour vous et nous ne lâcherons jamais, jamais. Je vais maintenant répondre à toutes vos questions.